



DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE TEMPORAIRE

GEOTRADE
MARSEILLE (13)
Version n°2

Présentation Générale



KALIÈS
Étude & conseil
en environnement,
énergie & risques industriels

TABLE DES MATIERES

I.	Objet de la demande	75
II.	Présentation de la société	76
II.1.	Renseignements administratifs	76
II.2.	Historique et activités	76
II.3.	Capacités techniques et financières.....	77
III.	Emplacement du site	81
III.1.	Situation géographique	81
III.2.	Implantation cadastrale	82
IV.	Description générale des activités et des installations	84
IV.1.	Déroulement du projet de déconstruction du Lacydon	84
IV.2.	Description des installations et des produits du site	90
V.	Situation réglementaire	92
V.1.	Classement du projet au titre de la nomenclature ICPE.....	92
V.2.	Classement du projet au titre de la nomenclature IOTA	99
VI.	Classement du projet au titre de la nomenclature évaluation environnementale.....	100
VII.	Garanties financières	101
VIII.	Remise en état	102

LISTE DES FIGURES

Figure 1. Plan parcellaire	83
Figure 2. Localisation des installations	96

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. Renseignements administratifs de la société	76
Tableau 2. Moyens humains mis en œuvre	77
Tableau 3. Formation du personnel GEOTRADE	78
Tableau 4. Moyens matériels mis en œuvre	78
Tableau 5. Évolution du CA au cours des 5 dernières années	81
Tableau 6. Synthèse des matières dangereuses présentes à bord	85
Tableau 7. Production de déchets estimée et filières de traitement retenues	91
Tableau 8. Classement du projet au titre de la nomenclature ICPE	93
Tableau 9. Situation du site par rapport à la règle de dépassement direct	98
Tableau 10. Situation du site par rapport à la règle de cumul - Dangers physiques	98
Tableau 11. Classement du projet au titre de la nomenclature évaluation environnementale	100

I. OBJET DE LA DEMANDE

La société GEOTRADE (spécialisée notamment dans la déconstruction navale) doit procéder au démantèlement du bateau-pompe « LACYDON » (appartenant au Bataillon des Marins Pompiers de Marseille) sur la commune de MARSEILLE (13), dans l'emprise du Grand Port Maritime de Marseille (GPMM), au niveau du poste 122.

Le projet envisagé comportera :

- Une dalle étanche sur laquelle seront installées une zone de stockage temporaire des déchets ainsi qu'une zone de découpe et de tri à quai,
- Une zone d'activité à flot.

Ce projet, visé par la réglementation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), doit faire l'objet d'un **Dossier de Demande d'Autorisation Temporaire d'Exploiter (DDATE)**, l'opération envisagée n'étant appelée à fonctionner que pendant une durée de moins d'un an, dans des délais incompatibles avec le déroulement de la procédure normale d'instruction.

Une demande d'examen au cas par cas a été déposée le 29/09/2020 et le retour de l'Autorité environnementale du 02/11/2020 dispense le projet de la procédure d'évaluation environnementale (voir au § VI. Classement du projet au titre de la nomenclature évaluation environnementale, en p. 100).

II. PRESENTATION DE LA SOCIETE

II.1. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

Tableau 1. Renseignements administratifs de la société

Raison sociale	GEOTRADE
Forme juridique	Société à Responsabilité Limitée (SARL)
Siège Social	22 rue Louis Bréguet 34 830 JACOU
Adresse du site	Grand Port Maritime de Marseille (GPMM) Poste 122 Quai du Président Wilson 13 002 Marseille
Site Internet	www.geotrade.fr
Montant du capital	200 000 €
N° de SIRET	505 307 801 00025
Code NAF	7112B (Ingénierie, études techniques)
Président	Gérald BERTAINA
Chargé du suivi du dossier	Gérald BERTAINA - Gérant de Géotrade Tél : 04.99.63.09.56

II.2. HISTORIQUE ET ACTIVITES

La société GEOTRADE a été créée en 2008 par Gérald Bertaina, expert en traitement et valorisation des déchets dangereux et non dangereux, après huit ans d'expérience en direction de site chez un des leaders français du secteur.

La société a développé son activité auprès des administrations, collectivités et industriels autour de trois axes :

- Travaux de démantèlement industriel et naval (installations terrestres, portuaires et navales),
- Dépollution de sites et sols,
- Gestion des déchets dangereux et non dangereux, dont amiante et métaux, au profit des entreprises de démolition (3 500 t en 2018).

Forte de la reconnaissance de ses clients et de l'expérience acquise, la société GEOTRADE accentue depuis 2015 son développement vers le démantèlement naval et d'équipements portuaires.

En témoignent depuis plusieurs années son partenariat d'affaire sur des marchés complexes, terminés, du ministère des Armées avec la société GENIER DEFORGE MEDITERRANEE (groupe COLAS) pour le démantèlement de :

- 52 coques de la Marine Nationale,
- Moyens d'essais NEMO de la Direction Générale de l'Armement (systèmes d'essais lance missile des sous-marins nucléaires),
- D'équipements portuaires de l'Établissement des Infrastructures de la Défense.

La société GEOTRADE est également investie dans un projet ambitieux et inédit d'aménagement d'une ICPE 2712-2 permanente en façade méditerranéenne (ARLES- chantier naval de Barriol).

Cette installation permettra de proposer à ses clients, publics et privés, des solutions complètes répondant à des exigences techniques et réglementaires complexes sur une problématique de démantèlement de navires.

En quelques chiffres :

- Depuis 2008 : 70 navires déconstruits, dont 55 pour le Ministère des Armées,
- 120 chantiers réalisés,
- 6 800 tonnes de MCA (Matériaux Contenant de l'Amiante) gérées,
- 4,1 M€ HT de CA en 2019.

II.3. CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES

II.3.1 CAPACITES TECHNIQUES

II.3.1.1 MOYENS HUMAINS MIS EN ŒUVRE POUR LE PROJET

La société GEOTRADE se compose de 9 personnes.

Pour le projet de démantèlement du LACYDON, la société GEOTRADE remplit la fonction d'entreprise générale et est donc l'interlocuteur commercial et technique unique du client.

Pour ce faire elle mobilise :

- 3 cadres de ses effectifs,
- 1 chef de chantier polyvalent,
- 5 opérateurs polyvalents (chalumiste, élingueur formés, conducteurs d'engins),
- L'ensemble de son matériel roulant et son matériel de démolition.

Il sera également fait appel à des sous-traitants. Le tableau ci-dessous synthétise les moyens humains mis en œuvre.

Tableau 2. Moyens humains mis en œuvre

Entreprise	Phase	Moyens humains mis en œuvre
GEOTRADE	Ensemble des travaux	1 conducteur de travaux / chef de manœuvre lors des phases de levage : Gérald BERTAINA
		1 responsable administratif Enrique MUNOZ
		1 chef de chantier 5 ouvriers polyvalents
DFD Gémenos	Désamiantage	1 directeur technique 2 chefs de chantier 2 opérateurs

Entreprise	Phase	Moyens humains mis en œuvre
Lafont Levage	Levage	1 conducteur de chantier 2 chauffeurs Poids-Lourds 2 chauffeurs de grues mobile

Ainsi, entre 10 et 15 personnes travailleront sur le site, selon les phases du démantèlement.
Le personnel de GEOTRADE dispose des formations suivantes :

Tableau 3. Formation du personnel GEOTRADE


Fonction	GIES 2	GIES 1	SST ³	Incendie	Port d'ARI ⁴	Travaux en hauteur	Échafaudage Soudure Oxcoupage	CACES ⁵	SS4 ⁶
Conducteur de travaux	X		X	X	X	X		X	X
Chef de chantier	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Opérateurs de démantèlement et conducteurs d'engins		X	X	X	X	X	X	X	X

Les horaires de travail prévus sont du lundi au samedi, de 8h à 18h.

II.3.1.2 MOYENS MATERIELS MIS EN ŒUVRE POUR LE PROJET

Le tableau ci-après indique les matériels qui seront livrés pour l'exécution du marché :

Tableau 4. Moyens matériels mis en œuvre

Moyens mis en œuvre	Phase
Barrière de chantier, tôles, rubalise, plots de signalisation, panneaux de chantier	Balisage de la zone chantier
 <p>Nacelle</p>	Élévation des personnels l'accès aux zones de travaux en hauteurs



³ Sauveteur Secouriste du Travail

⁴ Appareil Respiratoire Isolant

⁵ Certificat d'Aptitude à la Conduite En Sécurité

⁶ Formation amiante Sous-Section 4

Moyens mis en œuvre	Phase
 <p>Grues mobiles 220/350T</p>	<p>Levage des sous-ensembles de 20 t découpés en fond de Forme N° 3 puis déposés sur la dalle de déconstruction.</p>
 <p>Pelle HITACHI 350 + cisaille à fer 4T + Brise roche Hydraulique</p>	<p>Découpage à froid des tôles d'épaisseur <25mm Manutention des éléments découpés Chargement des éléments découpés en benne Manutention des divers éléments de grues au sol Cisaillage au sol afin de limiter les travaux d'oxycoupage Démolition et chargement des contrepoids béton</p>
 <p>Unité mobile de décontamination</p>	<p>Pour la décontamination des opérateurs après les travaux d'oxycoupage, notamment en cas de présence de métaux lourds dans les peintures</p>
 <p>Fourgon atelier : groupe électrogène, outillage électroportatif, caisse à outil, EPI, Chalumeaux oxycoupeurs type Le Lorrain HP21 (photo)</p>	<p>Oxycoupage des sous-ensembles en fond de forme de Radoub</p>

Moyens mis en œuvre	Phase
 <p>Skimmer FOILEX et pompe Peristaltique</p>	<p>À disposition lors de tous les travaux de curage à quai pour pomper toute pollution accidentelle retenue à l'intérieur du barrage flottant</p>
 <p>Barrage flottant</p>	<p>Installé en périphérie du LACYDON lors de la phase de curage à quai</p>
 <p>Semi rigide Sillinger 650</p>	<p>Pour la mise en place et le retrait du barrage flottant</p> <p>Pour le secours aux personnes durant les phases de travaux à quai</p>

Hormis les bungalows de chantier, les grues mobiles et la nacelle poids lourds, tous les matériels appartiennent à GEOTRADE (pelle hydraulique, unité mobile de décontamination, fourgons ateliers, outillages divers).

Les engins seront à jour de leurs vérifications périodiques, et les fiches matériels seront consultables dans le bureau du chef de chantier.

II.3.2 CAPACITES FINANCIERES

Le chiffre d'affaires annuel de GEOTRADE est présenté dans le tableau ci-dessous pour les cinq dernières années.

Tableau 5. Évolution du CA au cours des 5 dernières années

Exercice	2015	2016	2017	2018	2019
CA (en k€)	1 854	2 400	3 810 580	4 218 530	4 088 706

La société GEOTRADE dispose pour l'ensemble de ses prestations d'une assurance Responsabilité Civile des risques d'Atteintes à l'Environnement (RCAE).

III. EMBLACEMENT DU SITE

III.1. SITUATION GEOGRAPHIQUE

Le site est localisé dans l'enceinte du Grand Port Maritime de Marseille, sur la digue du Large, au niveau du Quai du Président Wilson, de l'autre côté du bassin du même nom. Il occupera une partie du poste 122 (voir plan au 1/25 000 en Annexe 1).

Le terrain d'implantation est constitué par une zone à terre (quai), disposant d'un branchement au réseau électrique, d'une voirie d'accès et des réseaux de gestion des eaux pluviales et usées, et par une zone à flot.

Les coordonnées du centre des [limites d'exploitation](#) du site sont les suivantes (en Lambert 93) :

- X : 890 055 m,
- Y : 6 250 914 m.

Plus exactement, le projet occupera environ 60 mètres linéaires de quai pour une surface à quai (terre-plein - limites d'exploitation terrestre ICPE) d'environ 915 m². A noter que cette surface est incluse dans la zone à terre de la future Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT) du GPMM, à savoir 1 020 m² clôturé (se reporter à l'annexe 7, courrier du Grand Port Maritime de Marseille (GPMM), propriétaire du quai, attestant que le projet sera accueilli au poste 122 et qu'une Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT) sera réalisée pour le poste à quai 122).

La surface à flot est de 600 m². Les coordonnées géographiques (en Lambert 93) approximatives des 4 extrémités de cette étendue exploitée par le projet sont :

- X1 : 890049 m et Y1 : 6250942 m ;
- X2 : 890040 m et Y2 : 6250936 m ;
- X3 : 890081 m et Y3 : 6250892 m ;
- X4 : 890073 m et Y4 : 6250886.

L'accès au quai du Président Wilson se fait par la Traverse de la Pinède, permettant de traverser le bassin du Port. Le quai comporte les postes 115A à 123 ; la Vigie Nord et le Service des Phares et balises de Marseille se trouvent à l'extrémité Nord du quai.

De l'autre côté du bassin du Président Wilson, le Môle G et le Môle du Cap Janet accueillent des hangars destinés aux entreprises portuaires et les entreprises

Le plan d'ensemble au 1/850 indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que l'affectation des constructions et terrains avoisinants et le tracé de tous les réseaux enterrés existants est disponible en Annexe 2.

Pour mémoire, une demande de dérogation à l'échelle du plan a été sollicitée.

III.2. IMPLANTATION CADASTRALE

L'emprise du projet se situe dans le 2^{ème} arrondissement de Marseille. Les références cadastrales de la partie à quai sont parcelle n°807 / section L1 / « TRA du Cap Janet 13002 MARSEILLE » (Source : cadastre.gouv).

Les caractéristiques de la partie terrestre du projet sont :

- N° de Section : L1 ;
- N° de parcelle : 807 ;
- Superficie parcelle : 479 127 m² ;
- Emprise du projet : ≈ 915 m² (surface à quai approximative correspondant aux limites ICPE incluses dans la surface de la future Autorisation d'Occupation Temporaire [AOT] du GPMM).

Les caractéristiques de la partie maritime du projet (zone à flot) sont :

- Situation : Bassin du Président Wilson le long de la digue du large sur la commune de Marseille ;
- Domaine public : poste 122 du GPMM
- Superficie de l'emprise : 600 m².

Plan parcellaire



IV. DESCRIPTION GENERALE DES ACTIVITES ET DES INSTALLATIONS

L'objet du présent chapitre est de présenter les caractéristiques principales du projet. Des précisions seront apportées au sein des autres parties du dossier si nécessaire.

IV.1. DEROULEMENT DU PROJET DE DECONSTRUCTION DU LACYDON

IV.1.1 PRESENTATION DU LACYDON

Le LACYDON est un bateau-pompe armé par le Bataillon des Marins Pompiers de Marseille, construit en 1963. D'une longueur de 39,67 m et d'une largeur de 8,58 m, il pèse 470 t à vide et 790 t à plein charge.

Son équipage se compose de 20 hommes, et il est équipé de 2 canons mixte (eau/mousse), de 4 canons à eau et de 2 pompes d'un débit de 1 000 m³/h.



Destiné à assurer la sécurité du port de Marseille depuis sa construction, il a été mis hors service en 2014 et remplacé par un autre bateau pompe nommé le « Capitaine de Corvette PAUL BRUTUS ». Ce dernier, moins gros et nécessitant moins de personnel pour sa manœuvre, est plus adapté aux risques présents sur le GPMM.

Le LACYDON sera donc démantelé par la société GEOTRADE à qui ce marché a été attribué par la ville de Marseille.

IV.1.2 PRINCIPALES PHASES D'UN PROJET DE DECONSTRUCTION

Le projet de déconstruction du bateau-pompe LACYDON est organisé en 6 phases.

Phase 1 : Lancement du projet suite à l'attribution du marché

Phase 2 : Études spécifiques

- Transfert de responsabilité,
- Repérage de l'Amiante avant Travaux (RAT),
- Lancement des études réglementaires.

Phase 3 : Travaux avant remorquage - Toilette en mer

- Renforcement de la coque si nécessaire,
- Prélèvement de certaines pièces.

Phase 4 : Remorquage

- Vers le lieu du démantèlement (effectué par l'entreprise spécialisée BOLUDA, remorqueur hauturier),

Phase 5 : Démantèlement

- Sur le site à autorisation temporaire, objet du présent dossier

Phase 6 : Réception des travaux.

Seule la phase 5 aura lieu sur le poste 122 du GPMM, pour lequel est sollicitée une Autorisation Temporaire d'Exploiter au titre de la rubrique 2712-2, objet du présent dossier.

IV.1.3 ÉTAPES PRINCIPALES DE LA PHASE DE TRAVAUX AVANT REMORQUAGE - HORS SITE

IV.1.3.1 INSPECTION

Avant prise en charge de la coque, une inspection totale du LACYDON a été réalisée par GEOTRADE afin de repérer les zones de faiblesses de la coque et mener les actions correctives adéquates dans la cadre de la toilette de mer.

Produits dangereux présents

Lors de la visite, les produits dangereux suivants ont été identifiés dans le bateau.

Tableau 6. Synthèse des matières dangereuses présentes à bord

Éléments analysés dans l'inventaire des produits dangereux	Localisation des polluants
Amiante	Joint de hublot Gerflex+ colle (dalle de sol) Joint sur bride
Polychlorobutényle (PCB)	Câbles moteurs
Tributylétain (TBT)	Peinture de la coque
Métaux lourds (Plomb)	Peinture de la coque
Fluides hydrocarbonés	Huile moteur dans la salle machine
Bouteilles de CO ₂ sous pression	Extincteurs

IV.1.3.2 OPERATIONS DE DESAMANTAGE ET DE VIDANGE

Précisons que le LACYDON sera désamianté pour sa plus grande partie avant son remorquage sur le site du démantèlement.

Les travaux de désamiantage qui resteront à effectuer sont classés en Sous-Section 3 (SS3) et concernent donc uniquement au retrait et à l'encapsulage des MCA (pas d'intervention de découpe ou de percement de MCA susceptible de provoquer des émissions de fibres d'amiante).

De même, tous les fluides du LACYDON auront été vidangés avant son remorquage (phase 4).

IV.1.3.3 TOILETTE EN MER ET TRAVAUX PREPARATOIRES

La toilette de mer consiste à préparer le navire avant remorquage par les actions suivantes :

- Évacuation de tous les déchets et équipements présents sur le pont du navire,
- Contrôle atmosphérique par détecteur 4 gaz,
- Amarrage au pont des équipements risquant de passer par-dessus bord,
- Fermeture de tous les orifices susceptibles de laisser pénétrer de l'eau dans la coque durant le remorquage,
- Soudure de tôles de renfort si nécessaire,
- Actions de renforcement du fond de coque par pose de béton coulée.

IV.1.4 PHASE DE REMORQUAGE

Actuellement, le LACYDON est amarré au Centre d'Incendie et de Secours (CIS) de La Bigue, à Marseille. Il va être remorqué jusqu'au poste 122 par l'entreprise BOLUDA pour y être démantelé.

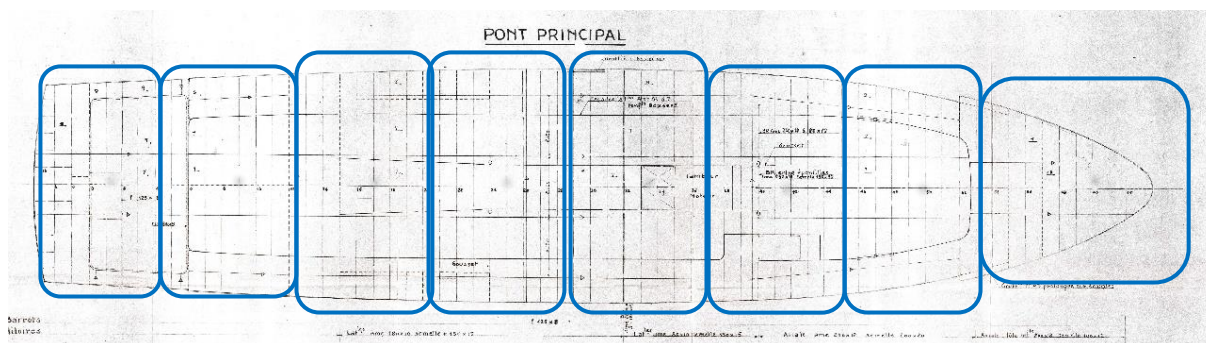
IV.1.5 ÉTAPES PRINCIPALES DE LA PHASE DE DEMANTELEMENT

La phase 5, correspondant aux travaux de démantèlement du LACYDON, est décomposée en 3 parties :

1 ^{ère} partie - 2 semaines - à flot	2 ^{ème} partie - 6 semaines - à flot et sur dalle béton	3 ^{ème} partie
<ul style="list-style-type: none"> • curage à quai du navire • désamiantage SS3 • sécurisation des installations 	<ul style="list-style-type: none"> • fin du curage • découpe par oxy-coupage • évacuation des découpes avec la grue vers la dalle béton • découpe à froid sur la dalle • tri et évacuation des déchets 	<ul style="list-style-type: none"> • Repli du chantier • Remise en état du site

Ces opérations sont concernées par la rubrique ICPE 2712-2.

- **Le pont supérieur :**



Un plan de démantèlement précis est établi, ce dernier décrivant entre autres :

- La position des lignes de coupe,
- Les points d'élingage⁸ pour le levage de chaque bloc,
- L'adéquation entre la masse des blocs à lever et les moyens de levage mis en place.

La découpe sera réalisée par oxycoupage depuis les parties hautes vers les parties basses, en veillant au respect de la dépose symétrique des colis de part et d'autre du bateau par son axe afin de ne pas déstabiliser l'équilibre de l'ensemble. Les blocs découpés sont maintenus par des « mèches » ou « fusibles » c'est-à-dire par des longueurs de tôle non découpées.

Les blocs, pesant entre 5 à 15 t, sont ensuite élingués et pris en masse par la grue de levage et déposés sur la zone de découpe à terre, puis les mèches de soutien sont découpées.

Remarque : Les opérations de découpage pourraient être ciblées par la rubrique 2560 ; dans le cas présent, cette étape est incluse dans l'activité de démantèlement, elle est donc connexe à la rubrique ICPE 2712-2.

IV.1.5.4 DECOUPE A FROID DES BLOCS ISOLEES

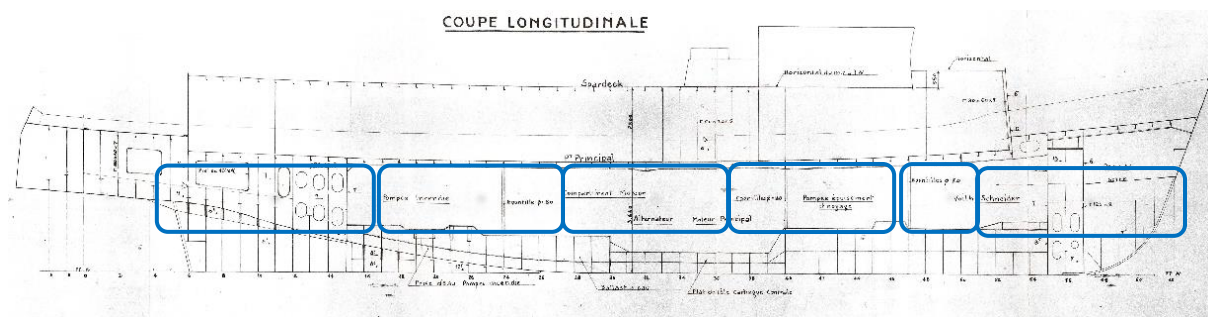
Tous les blocs du navire découpés à flot par oxycoupage et déposés sur la zone de découpe à terre sont découpés à froid par une pelle équipée d'une cisaille hydraulique à ferraille, selon le plan de démantèlement établi.

IV.1.5.5 MISE A TERRE DU BATEAU

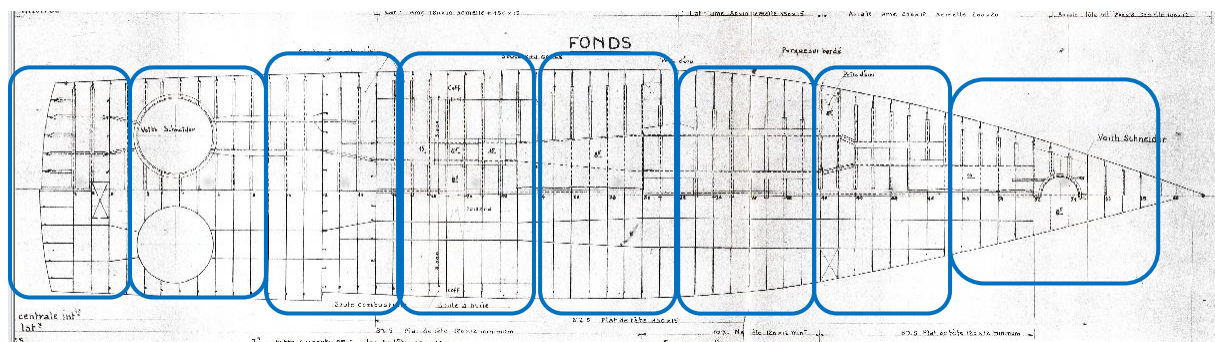
Une fois les hyper-structures et le pont supérieur découpés à flot, le navire est considérablement allégé et sera mis sur cales sur la zone de découpe à quai. La fin de l'opération de démantèlement se déroule donc à terre, par cisailage, pour les parties suivantes :

⁸ Les blocs découpés sont entourés au moyen d'une élingue (cordage, câble, chaîne...) puis sont hissés et déposés à terre, sur la plate-forme de découpe

- **La coque centrale et les ponts inférieurs :**



- **La semelle :**



IV.1.5.6 TRI ET EVACUATION DES DECHETS

Déchets liquides

Le LACYDON sera totalement purgé de ses fluides avant son remorquage vers le poste 122. Après la phase de découpage à flot, le fond de la coque sera nettoyé à nouveau par lavage haute-pressure avec récupération des eaux. Ces eaux potentiellement souillées sont les seuls déchets liquides présents sur le site.

Déchets solides

L'ensemble des déchets non dangereux ou dangereux issus du processus de démantèlement sont stockés de manière temporaire dans des bennes au niveau de zones dédiées afin de limiter le stockage au sol.

Chaque type de déchets est dirigé vers des centres de valorisation ou de traitement agréés et fait l'objet d'une traçabilité par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD). Les quantités de déchets évacuées sont enregistrées quotidiennement sur un registre de suivi.

IV.2. DESCRIPTION DES INSTALLATIONS ET DES PRODUITS DU SITE

IV.2.1 INSTALLATIONS DU SITE

Les installations nécessaires pour réaliser le démantèlement du navire sont assez restreintes et se composent des zones suivantes, représentées sur la Figure 2 en p.96 :

- Une zone d'activité à flot de 600 m² (60*10 m), encadrée par un barrage flottant anti-pollution,
- Une zone d'activité à quai de 915 m² (≈ 55*16 m), comprenant :
 - La zone de chantier à terre avec la zone de découpe et la zone de stationnement des engins (pelle et grue)
 - Une zone de stockage temporaire des déchets, avec 4 bennes selon les caractéristiques des déchets extraits du bateau :
 - Déchets souillés : benne de 6 m³,
 - Déchets Industriels Banaux (DIB) : benne de 30 m³,
 - Déchets de ferraille : 2 bennes de 30 m³ chacune.
 - Une base vie comprenant :
 - Un bungalow de chantier faisant office de salle de réunion,
 - Des sanitaires chimiques,
 - Une Unité Mobile de Décontamination (UMD),
 - Un container 20 pieds pour le stockage du matériel,
 - Un groupe électrogène de 30 kWa fonctionnant au diesel. Cet équipement est visé par la **rubrique 2910-A** de la nomenclature des ICPE.

A noter également une zone de stationnement des véhicules légers du personnel près de l'entrée du projet. Cette installation, non indispensable à l'activité 2712-2 et non intégrée aux limites ICPE du projet, est indiquée à titre indicatif sur les plans de masse du projet illustrant le présent dossier.

Aucune construction ne sera réalisée dans le cadre du projet.

IV.2.2 PRODUITS PRESENTS SUR LE SITE

Afin de réaliser les opérations de découpe par oxycoupage, 2 produits seront employés et stockés sur site :

- **De l'oxygène** : c'est le jet de coupe du procédé d'oxycoupage ; 54 bouteilles de 10 m³ (soit 731 kg) seront présentes sur le site. L'oxygène est visé par la **rubrique 4725** de la nomenclature des ICPE,
- **Du propane** : il sert de flamme de chauffe pour amorcer le procédé. 3 bouteilles de 35 kg (soit 105 kg) seront présentes sur le site. Le propane est visé par la **rubrique 4718** de la nomenclature des ICPE

Aucun autre produit ne sera stocké sur le site temporaire de GEOTRADE pour le démantèlement du LACYDON. Le groupe électrogène sera ravitaillé directement par un camion-citerne.

IV.2.3 DECHETS PRESENTS SUR LE SITE

IV.2.3.1 DECHETS PROVENANT DU DEMANTELEMENT DES NAVIRES

Le démantèlement des navires générera plusieurs types de déchets ; les quantités estimées et les filières de destination sont présentées ci-dessous.

Tableau 7. Production de déchets estimée et filières de traitement retenues

Type de déchets	Quantités estimées (en t)	Filière de traitement	Lieu	Type de structure
Ferraille	380	GDE	Martigues (13)	ICPE Récupération ferraille
Déchets dangereux liquides	20	SOLAMAT MEREX	Rognac (13)	ICPE Incinérateur
DIB et déchets inertes	10	SUEZ	Les Pennes Mirabeau (13)	ICPE Centre de tri
Bouteille de gaz CO ₂	4	SOLAMAT MEREX	Rognac (13)	Incinérateur déchets dangereux
Matériaux contenant de l'amiante (MCA)	2	SUEZ	Bellegarde (30)	ICPE ISDD

Tous les déchets provenant des navires à démanteler sont pris en compte par la **rubrique ICPE 2712-2** et ne font pas l'objet d'un classement dans les autres rubriques déchets 27xx.

Le stockage des pièces grasses ou susceptibles de générer une pollution par lessivage seront entreposés sur la dalle en enrobé envisagée pour la gestion des eaux pluviales susceptible d'être polluées.

IV.2.3.2 AUTRES DECHETS

Le site ne recevra pas d'autres déchets que le navire à démanteler.

En plus des déchets issus du démantèlement du LACYDON et listés ci-dessus, il est susceptible de produire les déchets suivants :

- Consommables souillés (chiffons, EPI...) : ces déchets souillés seront envoyés vers l'incinérateur de déchets dangereux de SOLAMAT MEREX,
- Déchets liés à la présence des employés sur le site (assimilables à des déchets ménagers) : des poubelles seront mises à disposition des employés,
- Couverture gravillonnaire : la couche de matériaux mise en place sur la zone à quai sera évacuée en tant que déchets, selon le niveau de pollution (ISDND ou ISDD).

Les déchets spécifiques, notamment ceux liés aux opérations de désamiantage (EPI, eau de douche de l'UMD, filtres...) seront gérés par l'entreprise DFD, responsable de cette partie de l'opération.

V. SITUATION REGLEMENTAIRE

V.1. CLASSEMENT DU PROJET AU TITRE DE LA NOMENCLATURE ICPE

Les installations, visées par le Livre V de la partie législative du Code de l'environnement relative à la réglementation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, sont définies par la nomenclature des installations classées définie au Livre V de la partie réglementaire du Code de l'environnement. Elles sont soumises à autorisation, à enregistrement ou à déclaration selon la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.

Le tableau suivant récapitule les rubriques qui concernent le site de GEOTRADE en mentionnant :

- Le numéro de la rubrique,
- L'intitulé précis de la rubrique avec les seuils de classement et le régime correspondant :
 - A : autorisation,
 - E : enregistrement,
 - D : déclaration,
 - DC : déclaration avec contrôle périodique obligatoire pour les sites soumis à simple déclaration,
 - NC : non classé.
- Les caractéristiques de l'installation,
- Le classement,
- Le rayon d'affichage : Il s'agit du rayon d'affichage minimum autour de l'installation à respecter pour l'enquête publique, en kilomètres.

Les différentes installations sont localisées sur le plan présenté à la suite du tableau.

Seule la commune de Marseille est concernée par le rayon d'affichage (2 km).

Tableau 8. Classement du projet au titre de la nomenclature ICPE

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique « Installations Classées »	Caractéristiques de l'installation	Classement	Rayon d'affichage (en km)
2712-2	<p>Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.</p> <p>1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m² (E)</p> <p>2. Dans le cas d'autres moyens de transports hors d'usage, autres que ceux visés aux 1 et 3, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 50 m² (A)</p> <p>3. Dans le cas des déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport tels que définis à l'article R.543-297 du Code de l'environnement</p> <p>a) Pour l'entreposage, la surface de l'installation étant supérieure à 150 m² (E)</p> <p>b) Pour la dépollution, le démontage ou le découpage (E)</p>	<p>Le site va démonter un bateau-pompe ; son activité correspond donc au 2- de la rubrique 2712.</p> <p>La surface de l'installation de démantèlement est de 1 515 m² (> 50 m²).</p>	A	2
2910-A	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p>	<p>Un groupe électrogène consommant du diesel sera présent sur le site. La puissance thermique nominale de cette installation est de 0,03 MW (< 1 MW).</p>	NC	-

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique « Installations Classées »	Caractéristiques de l'installation	Classement	Rayon d'affichage (en km)
	<p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 20 MW mais inférieure à 50 MW (E)</p> <p>2. Supérieure à 1 MW mais inférieure à 20 MW (DC)</p>			
4718	<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant :</p> <p>1. Pour le stockage en récipient à pression transportable</p> <p>a. Supérieure ou égale à 35 t (A)</p> <p>b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 35 t (DC)</p> <p>2. Pour les autres installations</p> <p>a. Supérieure ou égale à 50 t (A)</p> <p>b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t (DC)</p>	<p>Le propane est utilisé pour le procédé d'oxycoupage (flamme de chauffe pour amorcer le procédé).</p> <p>3 bouteilles de 35 kg, soit une quantité de 105 kg sera présente sur le site (< 6 t).</p>	NC	-

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique « Installations Classées »	Caractéristiques de l'installation	Classement	Rayon d'affichage (en km)
4725	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t (A) 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t (D)	L'oxygène est utilisé pour le procédé d'oxycoupage (jet de coupe). 54 bouteilles de 10 m ³ , soit une quantité de 731 kg sera présente sur le site (< 2 t).	NC	-


Plan des installations sur le site

Légende

 Zone à terre clôturée (surface AOT)

Limites d'exploitation ICPE


 Zone à flot


 Zone à terre (limites ICPE à quai)

Installation Complément


 1 - Entrée du site


 2 - Zone de stationnement

 3 - Bungalow de chantier


 4 - Sanitaires


 5 - Groupe électrogène

 6 - Container matériel

 7- Déchets souillés - 6 m³


 8 - DIB - 30 m³

 9 - Déchets ferraille - 30 m³

 10 - Déchets ferraille - 30 m³

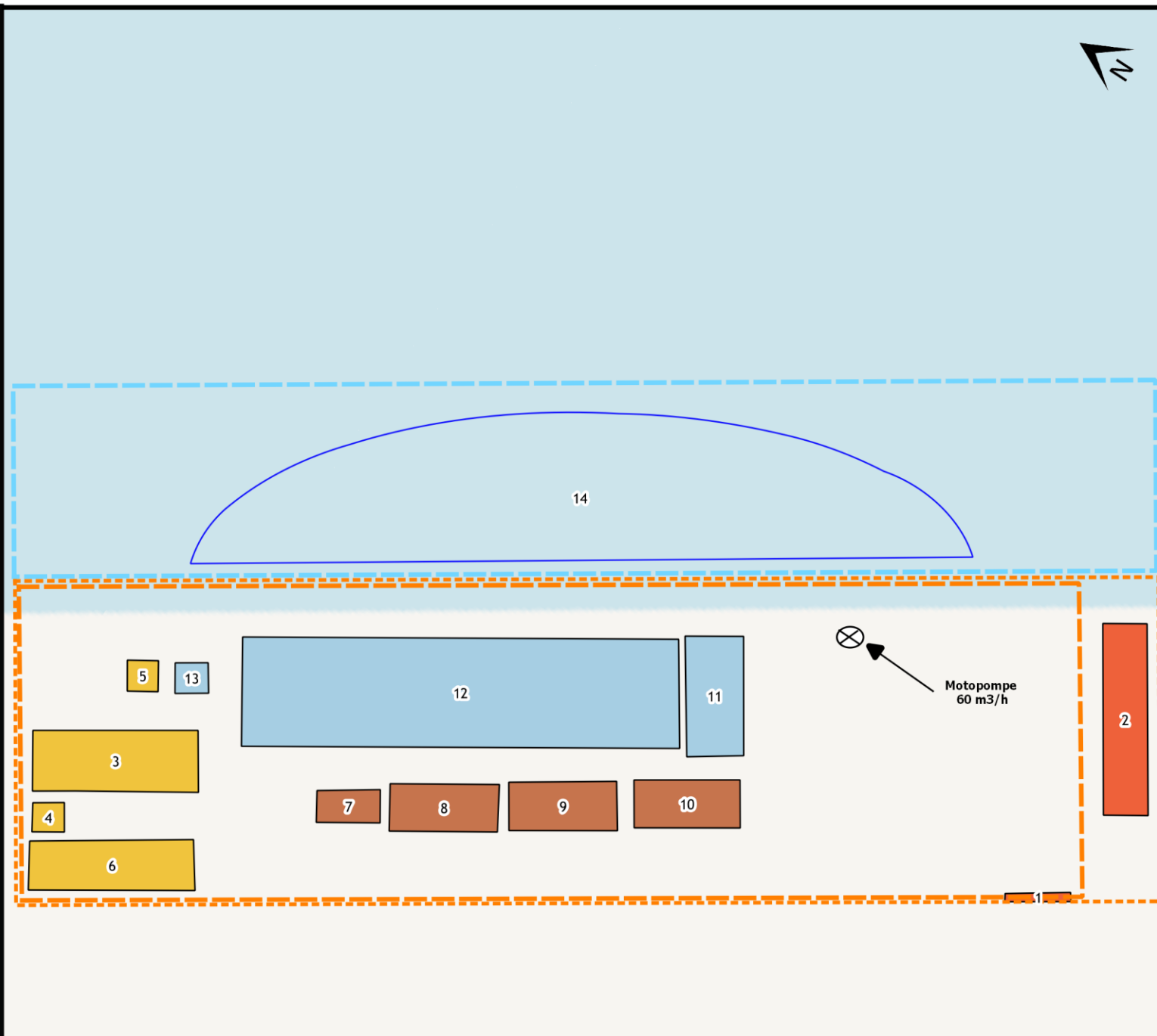
 11 - Stationnement Pelle et Grue

 12 - Zone de découpe à quai

 13 - Unité de décontamination

 14 - Barrage flottant anti-pollution

OSM Standard



V.1.1 SITUATION VIS-A-VIS DE L'ARTICLE R.515-58 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Le site n'est soumis à aucune des rubriques 3 000 à 3 999 de la nomenclature des Installations Classées et ne relève donc pas des articles R.515-58 et suivants du Code de l'environnement.

Les Meilleures Techniques Disponibles ne seront donc pas étudiées dans le cadre de ce dossier.

V.1.2 SITUATION VIS-A-VIS DE L'ARTICLE R.511-11 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

La règle de calcul est présentée dans l'article R. 511-11 du Code de l'environnement :

« I. — Une installation répond respectivement à la « règle de dépassement direct seuil bas » ou à la « règle de dépassement direct seuil haut » lorsque, pour l'une au moins des rubriques mentionnées au premier alinéa du I de l'article R. 511-10, les substances ou mélanges dangereux qu'elle vise sont susceptibles d'être présents dans l'installation en quantité supérieure ou égale respectivement à la quantité seuil bas ou à la quantité seuil haut que cette rubrique mentionne.

Pour une rubrique comprise entre 4100 et 4699, est comptabilisé l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant la classe, catégorie ou mention de danger qu'elle mentionne, y compris les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799 et les substances visées par les rubriques 4800 à 4899, mais à l'exclusion des substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4799, 2760-4 et 2792.

Pour l'application de la règle de dépassement direct seuil bas, les rubriques ne mentionnant pas de quantité seuil bas ne sont pas considérées.

II. — Les installations d'un même établissement relevant d'un même exploitant sur un même site répondent respectivement à la « règle de cumul seuil bas » ou à la « règle de cumul seuil haut » lorsqu'au moins l'une des sommes Sa, Sb ou Sc définies ci-après est supérieure ou égale à 1 :

a) dangers pour la santé : la somme Sa est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4100 à 4199 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule :

$$Sa = \sum qx / Qx,a$$

où « qx » désigne la quantité de substance ou mélange dangereux « x » susceptible d'être présente dans l'établissement et « Qx,a » la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique 2760-3, 2792 ou numérotée 4700 à 4799 applicable, si la substance ou le mélange dangereux est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4100 à 4199. Si la substance ou le mélange dangereux est visé par plusieurs rubriques numérotées 4100 à 4199, la plus petite des quantités seuil bas ou seuil haut mentionnées par ces rubriques est utilisée,

b) dangers physiques : la somme Sb est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4200 à 4499 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule :

$$Sb = \sum qx / Qx,b$$

où « qx » désigne la quantité de substance ou mélange dangereux « x » susceptible d'être présente dans l'établissement et « Qx,b » la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique 2760-4, 2792 ou numérotée 4700 à 4799 applicable, si la substance ou le mélange dangereux est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4200 à 4499. Si la substance ou le mélange dangereux est visé

par plusieurs rubriques numérotées 4200 à 4499, la plus petite des quantités seuil bas ou seuil haut mentionnées par ces rubriques est utilisée,

c) dangers pour l'environnement : la somme Sc est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4500 à 4599 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule :

$$Sc = \sum qx / Q_{x,c}$$

où « qx » désigne la quantité de substance ou mélange dangereux « x » susceptible d'être présente dans l'établissement et « $Q_{x,c}$ » la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique 2760-4, 2792 ou 4700 à 4799 applicable, si la substance ou le mélange dangereux est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4500 à 4599. Si la substance ou le mélange dangereux est visé par plusieurs rubriques numérotées 4500 à 4599, la plus petite des quantités seuil bas ou seuil haut mentionnées par ces rubriques est utilisée,

d) pour l'application de la règle de cumul seuil bas, ne sont pas considérées dans les sommes Sa , Sb ou Sc les substances et mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4799 pour lesquels ladite rubrique ne mentionne pas de quantité seuil bas,

e) les substances dangereuses présentes dans un établissement en quantités inférieures ou égales à 2 % seulement de la quantité seuil pertinente ne sont pas prises en compte dans les quantités « qx » si leur localisation à l'intérieur de l'établissement est telle que les substances ne peuvent déclencher un accident majeur ailleurs dans cet établissement. »

V.1.2.1 REGLE DE DEPASSEMENT DIRECT

Le tableau ci-dessous présente la situation du site par rapport à la règle de dépassement direct :

Tableau 9. Situation du site par rapport à la règle de dépassement direct

Rubrique	Quantité présente sur le site (t)	Seuil bas		Seuil haut	
		Quantité (t)	Dépassement ?	Quantité (t)	Dépassement ?
4718	0,105	50	Non	200	Non
4725	0,731	200	Non	2 000	Non

Le site n'est pas classé Seveso bas ou Seveso haut par la règle de dépassement direct.

V.1.2.2 REGLE DE CUMUL

Les tableaux ci-après présentent la situation du site par rapport à la règle de cumul.

V.1.2.2.1 SOMME SA - DANGERS POUR LA SANTE

Le projet ne comporte pas de produits présentant des dangers pour la santé.

V.1.2.2.2 SOMME SB - DANGERS PHYSIQUES

Tableau 10. Situation du site par rapport à la règle de cumul - Dangers physiques

Rubrique	Quantité (en tonnes)	Seuil bas (en tonnes)	Ratio seuil bas	Seuil haut (en tonnes)	Ratio seuil haut
Dangers physiques					
4718	0,105	50	0,002	200	0,001

Rubrique	Quantité (en tonnes)	Seuil bas (en tonnes)	Ratio seuil bas	Seuil haut (en tonnes)	Ratio seuil haut
Dangers physiques					
4725	0,731	200	0,004	2 000	0,0004
Total	-	-	0,006	-	0,001

V.1.2.2.3 SOMME SC - DANGERS POUR L'ENVIRONNEMENT

Le projet ne comporte pas de produits présentant des dangers pour l'environnement.

V.1.2.2.4 CONCLUSION

Compte tenu des résultats des calculs présentés ci-dessus, le site ne sera pas classé Seveso Bas ou Seveso Haut par la règle de cumul.

V.2. CLASSEMENT DU PROJET AU TITRE DE LA NOMENCLATURE IOTA

Conformément à l'article L.181-1 du Code de l'environnement, l'autorisation environnementale est également applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) mentionnés au I de l'article L. 214-3. Les IOTA sont soumis à autorisation ou à déclaration selon la gravité des dangers ou des inconvénients qu'ils peuvent engendrer, conformément à la nomenclature détaillée au sein de l'article R.214-1 du Code de l'environnement.

À noter que le projet n'est pas concerné par la rubrique 2.1.5.0 (rejet d'eaux pluviales dans le milieu naturel) car les eaux pluviales seront dirigées vers le réseau du GPMM.

Il n'est pas non plus visé par la rubrique 4.1.2.0 (travaux d'aménagement portuaires) car le projet ne consiste pas en l'aménagement d'une zone du port, il s'installe seulement sur les aménagements déjà réalisés.

Ainsi, le projet n'est concerné par aucune des rubriques de la nomenclature de l'article R.214-1.

VI. CLASSEMENT DU PROJET AU TITRE DE LA NOMENCLATURE ENVIRONNEMENTALE ÉVALUATION

La liste des projets entrant dans le champ de l'évaluation environnementale figure au tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement.

Les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements peuvent être soumis de façon systématique à évaluation environnementale ou après examen au cas par cas. Après examen au cas par cas, seuls les projets identifiés par l'autorité environnementale comme étant susceptibles d'avoir des incidences négatives notables sur l'environnement doivent suivre la procédure d'évaluation environnementale.

Le projet porté par la société GEOTRADE relève de la catégorie suivante du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement :

Tableau 11. Classement du projet au titre de la nomenclature évaluation environnementale

Catégorie	Intitulé	Caractéristiques du projet	Évaluation environnementale systématique ou examen au cas par cas
1	Installations classées pour la protection de l'environnement (dans les conditions et formes prévues au titre Ier du livre V du code de l'environnement)	Installation ICPE soumise à Autorisation au titre de la rubrique 2712-2	Examen au cas par cas

Au regard du tableau précédent, le projet est soumis à examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale. Le CERFA n° 14734*03 a, à cet effet, été transmis à l'autorité environnementale le 29/09/2020. Le formulaire jugé complet a été mis en ligne sur le site de l'autorité environnementale le même jour.

Suite à l'examen de la demande au cas par cas, l'autorité environnementale a formulé sa décision de non soumission à la réalisation d'une évaluation environnementale en date du 02/11/2020.

Cette décision est jointe en Annexe 3.

Une étude d'incidence environnementale est donc présentée dans la suite du dossier de demande d'autorisation environnementale.

VII. GARANTIES FINANCIERES

L'arrêté du 31 mai 2012 paru au journal officiel le 23 juin 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du Code de l'environnement précise en ses annexes que les installations visées par la rubrique 2712 sont soumises à l'obligation de constitution de garanties financières pour une surface supérieure à 1 ha.

Ainsi, le projet de démantèlement temporaire de bateau de la société GEOTRADE n'est pas concerné par ces dispositions (surface de l'installation : 0,162 ha).

VIII. REMISE EN ETAT

Lorsque les installations seront mises à l'arrêt définitif, l'exploitant remettra le site dans un état tel qu'il ne s'y manifestera aucun danger.

Un mémoire de cessation d'activité, précisant les mesures prises pour assurer la protection de l'environnement et des populations voisines, sera transmis à la Préfecture au moins trois mois avant l'arrêt définitif. Ce mémoire abordera notamment les points suivants :

- Le contexte de la cessation d'activité : ce point précisera les raisons pour lesquelles la société GEOTRADE cesse l'exploitation de son site,
- La description du site et de son environnement : ce point rappellera l'état initial du site (présenté au sein de l'étude d'impact),
- L'historique des activités développées sur le site : ce point abordera, en fonction des données disponibles, l'ensemble des activités qui ont été développées sur le site,
- L'impact potentiel des installations au cours du démantèlement : l'ensemble des déchets du site et gravats issus de la déconstruction seront évacués dans des filières dûment autorisées pour leur recyclage ou valorisation. La société GEOTRADE s'engage à sélectionner les filières d'élimination les plus adaptées dans des conditions économiques acceptable pour l'élimination de ses déchets au jour de la cessation d'activité,
- Les interdictions ou limitations d'accès au site : la société GEOTRADE maintiendra les clôtures en bon état et assurera, si besoin, le gardiennage du site le temps de l'enlèvement des installations de démantèlement. Le site sera remis dans un état tel qu'il ne s'y manifestera aucun danger ou inconvénient pour les intérêts mentionnés par l'article L.511-1 du Code de l'environnement,
- La suppression des risques d'incendie et d'explosion : la société GEOTRADE demandera au GPMM de fermer le compteur d'électricité,
- La surveillance des effets de l'installation sur son environnement : l'activité exercée par GEOTRADE et les conditions dans lesquelles la société s'engage à exploiter ses installations ne font pas craindre pour l'environnement des risques de pollution de l'air, des sols ou des eaux (sols imperméabilisés, rétentions, etc.). La surveillance des effets de l'installation sur l'environnement devra prendre en compte la vie complète de l'installation et les modifications ultérieures au présent dossier que nous ne saurions avoir connaissance à ce jour,
- La coupure des alimentations en électricité : GEOTRADE demandera au GPMM de fermer le compteur d'électricité,
- La vidange complète, nettoyage et dégazage des installations : les cuves de stockage seront complètement vidangées et le contenu sera éliminé dans des filières agréées,
- Le démontage et/ou l'enlèvement des appareils utilisés pour le démantèlement : les installations seront réutilisées sur d'autres sites,
- L'évacuation et l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site : l'ensemble des déchets du site et des gravats issus de la déconstruction sera évacué dans des filières dûment autorisées pour leur recyclage ou valorisation. GEOTRADE s'engage à sélectionner les filières d'élimination les plus adaptées dans des conditions économiques acceptables pour l'élimination de ses déchets au jour de la cessation d'activité.

La remise en état du site sera adaptée à sa future utilisation de type industrielle.

GEOTRADE sera locataire du GPMM pour l'emplacement utilisé ; conformément à l'article D181-15-2 du Code de l'Environnement, l'avis du GPMM et de la maire de Marseille a été sollicité sur la remise en état du site.

Les courriers envoyés et le cas échéant, les réponses reçues, sont présentés en Annexe 4.